JOURNAL & DE LA BDIC

N°2 MAI 2000

LA BIBLIOTHÈQUE DE DOCUMENTATION INTERNATIONALE CONTEMPORAINE & SES LECTEURS

ÉDITORIAL

DÈS À PRÉSENT PRÉPARER L'AVENIR

Depuis sa réinstallation dans ses bâtiments, la BDIC s'est efforcée non seulement d'offrir au public des services nouveaux, ainsi que le prévoyait le plan de réaménagement et de réorganisation de l'espace, mais également de réfléchir à ses perspectives d'avenir. Pourtant, en ce qui concerne le premier aspect, les difficultés n'ont pas manqué. Les reliquats de travaux de mise en sécurité –anormalement non prévus dans la première phase par l'entreprise maître d'œuvre de l'opération – n'ont pas été les moindres. Afin d'achever la mise en sécurité des bâtiments, il a fallu fermer la bibliothèque au public à la fin de l'année dernière et diverses finitions sont encore à effectuer. Le mois de décembre 1999 a été marqué également à la BDIC par un important mouvement social des personnels, rappelant aux pouvoirs publics l'existence d'un fort contingent de contractuels payés – depuis des années, quelquefois depuis plus de dix ans – sur le budget propre de l'établissement, afin de permettre à celui-ci de remplir les missions qui sont les siennes. Une intégration progressive des contractuels anciennement recrutés serait hautement souhaitable, aussi bien d'un point de vue social qu'afin d'assurer la stabilité même de l'organisme auquel ils apportent une contribution décisive.

Si le système électronique de convoyage des documents de la tour-magasins à la salle de lecture présente des pannes récurrentes en dépit d'une révision générale, nous espérons qu'une surveillance accrue mise en place avec l'entreprise et la Bibliothèque universitaire permettra d'en diminuer les dysfonctionnements, préjudiciables à la rapidité de communication des documents. Le nouveau mode de demande des documents devrait également, après un temps d'adaptation, réduire les temps d'attente. Afin de garantir la sécurité des collections et permettre une libre circulation du public dans ses salles, la BDIC s'est dotée de casiers où entreposer sacs, vestes et manteaux.

Un réseau de cédéroms, avec trois postes publics, est en voie d'installation et permet la consultation de très nombreuses bibliographies (*Historical Abstracts, ABC-political science, Public Affairs information service, Electre...*), dictionnaires (encyclopédique et biographique comme le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*), catalogues (*Myriade*, catalogue de la BNF antérieur à 1970 et postérieur) ou périodiques (*Le Monde, Le Monde diplomatique...*). Très prochainement, des imprimantes permettront de réaliser des copies d'écrans à partir de ce réseau comme du catalogue informatisé de la BDIC. Des sites Internet seront également sous peu accessibles au public.

Parallèlement, une vaste réflexion est menée en interne sur les missions de la BDIC, afin de penser le passage de la bibliothèque et du musée au XXIe siècle et redéfinir les thématiques auxquelles la BDIC doit plus spécifiquement se consacrer. Ce souci est double : se placer en continuité avec les points forts des collections, qui ont dessiné le profil actuel de la BDIC et fait son renom international, et répondre aux interrogations présentes. La réflexion sera menée en collaboration avec la communauté scientifique, avec les Universités et les centres de recherche intéressés, avec les autres bibliothèques et avec les lecteurs. C'est pourquoi, nous vous joignons un questionnaire que nous vous serions reconnaissants de remplir, pour nous faire part de vos besoins, de vos attentes, de vos suggestions. La BDIC a besoin de vous pour définir son avenir.

Cette réflexion doit être menée également dans le cadre de l'élaboration d'un programme de nouvelle construction, dont l'échéance est malheureusement reportée à un examen à mi-parcours du Contrat de Plan Etat-Région Ile-de-France. Mais ce délai supplémentaire doit être mis à profit pour parvenir à la définition d'un projet clair et lisible, qui permette de répondre à la demande sociale relative à l'histoire du temps présent.

Le travail de diffusion des résultats de la recherche en direction d'un large public se poursuit. Le Musée d'histoire contemporaine-BDIC ouvre du 18 mai au 13 juillet 2000, dans ses salles de l'Hôtel des Invalides, une exposition qui a pour thème : *Un siècle de manipulations par l'image*. En 2001, l'exposition *Voir, ne pas voir la guerre. Histoire mondiale de la photographie face aux conflits armés et aux efforts de paix* se tiendra à la fois, du 1er mars au 26 mai 2001, dans les salles du Musée aux Invalides et au Toit de la Grande Arche à la Défense. Dans les deux cas, l'objet est le même : apprendre à voir, apprendre à décrypter la masse d'informations – notamment visuelles – diffusées par les nombreux médias qui nous entourent. La BDIC et son Musée ont un rôle notable à jouer dans l'articulation nécessaire entre la recherche historique la plus rigoureuse et l'information citoyenne.

Geneviève Dreyfus-Armand
Directrice de la BDIC
et du Musée d'histoire contemporaine

BDIC

UNE BIBLIOTHÈQUE PENSANTE

Si vous suivez la route de Saint-Germain à Saint-Denis, vous apercevrez brièvement sur votre droite, aux abords des cités HLM du nord de Nanterre, une petite tour blanche soutenue par des colonnes rouges. De loin, on dirait une tour florentine, un monument flamboyant de la Renaissance, l'abri, peut-être, d'une ancienne civilisation, image insolite dans cette banlieue un peu triste. De près, elle n'est ni du *quattrocento* ni du *cinquecento;* elle date plutôt des années soixante — je veux dire, des années *dix-neuf-cent*-soixante. Pourtant, elle est la gardienne d'une civilisation : la nôtre, la civilisation du siècle qui s'achève.

suite page 2 ▶

Directrice de la publication :
Geneviève Dreyfus-Armand

Rédacteur en chef :
Jean-Claude Famulicki (tél. : 01 40 97 79 47)

Coordinatrice :
Françoise Afoumado (tél. : 01 40 97 79 11)

Photographies :
Jean-Claude Mouton

Collaboration à ce numéro :
L. Attal, A. M. Blanchenay, T. Blondet, M. Bourafa, S. Combe, G. Dallas, C. Denis, M. Lemaître, R. Morder, R. Olmos, M. Suzzoni, F. Veyron.

P.A.O. : Germinal
Imp. : Imprimerie Nory

BDIC - 6 allée de l'Université
920001 Nanterre Cedex
(métro : station Nanterre Université, RER A direction St. Germain en Laye ou SNCF départ de la gare St.-Lazare. La BDIC est sur le campus de l'Université de Paris-X-Nanterre).

Internet : http://www.u-paris10.fr/bdic/
E mail : courrier.bdic@u-paris10.fr

suite de la page 1

UNE BIBLIOTHÈQUE PENSANTE

Il y a dix ans déjà que je m'y suis rendu pour la première fois. Je travaillais sur *Clemenceau and His World*, et cherchais alors quelques détails sur la vie au Front à l'époque du Chemin-des-Dames. Je fus étonné par ce que j'y trouvais : des journaux de soldats, des mémoires, des analyses militaires, des témoignages politiques de première main. Plus récemment c'est un livre en préparation sur la fin de la Première Guerre mondiale qui me donna l'occasion à nouveau de pousser ses portes.

A la BDIC, on est très vite au coeur des sources. Fernand Braudel, en parlant de l'importance *matérielle* du document, se souvenait de l'émotion éprouvée au moment où, dans une bibliothèque de Dubrovnik, manipulant un ancien registre de commerce, le sable que le scribe utilisait cinq cents ans auparavant pour sécher son encre, était tombé sur ses genoux. Mon expérience est semblable, même si mes documents n'ont guère plus de quatre-vingts ans. Ce n'est pas sans raison si le papier utilisé à Berlin en novembre 1918 est granuleux, si ses feuilles se collent légèrement l'une à l'autre. Touchez les pages du *Berliner Lokal-Anzeiger* et vous sentirez déjà le désespoir de cette époque. Les petites croix noires sont imprimées en colonnes : "Faites savoir par annonce spéciale que mon fils bien-aimé, mon cher frère, mon beau frère, mon neveu, fut perdu dans la dernière bataille..." — l'annonce est signée par plusieurs noms... que mon fils cadet... notre cher frère... pendant la dernière grande lutte... mon neveu..." En commandant des livres sur cette période, combien de fois ai-je dû emprunter un coupe-papier pour que me soit restituée toute la fraîcheur d'un texte — le Front occidental au mois de novembre et de décembre 1918 ; la désolation de Moscou l'hiver 1919. Des pages entières n'avaient jamais été lues !

Si, comme moi, vous désirez savoir quel temps il faisait à Berlin le matin du lundi 11 novembre 1918, ou connaître les pantomimes que l'on jouait à Londres pendant le premier Noël de paix 1918, ou savoir à quoi ressemblaient les murs de Paris, les "fortifs", pendant les derniers mois de la guerre — vous trouverez tout cela à la BDIC. Mais vous voulez, peut-être, intégrer ces détails dans un contexte plus large de temps et de lieu ; vous aspirez à une histoire totalisante, *the grand view*. Vous voulez englober dans votre travail tout à la fois : l'histoire qui ne bouge pas, l'histoire qui respire, l'histoire qui s'agite. En premier lieu, la BDIC vous offre la documentation internationale qu'il vous faut. Deuxièmement, elle a — d'une façon particulière — les moyens de vous aider à concrétiser une telle ambition ; le secret se trouve dans ses catalogues.

Le secret est dans ses catalogues

Tout d'abord, considérez sa documentation gigantesque. Les trois conférences qu'Elie Halévy a prononcées à Oxford en 1929 sur les origines de la Grande Guerre ? Elles sont là, en version originale. Le témoignage du jeune William C. Bullitt devant une des commissions du Sénat américain en septembre 1919 ? Vous trouverez à la BDIC le texte intégral aussi bien que les pièces annexes. Les oeuvres, les essais, les guides, les cartes d'époque et les témoignages provenant de Russie et des pays de l'Est constituent une collection immense — probablement, l'une des plus vastes du monde occidental. Dans cette petite tour de Nanterre il y a quarante kilomètres de rayonnage, dont vingt kilomètres sont occupés par 40 000 périodiques dans toutes les langues, y compris le yiddish et le grec. Il y a plus de 1 100 "cartons verts", qui, pour le plus grand intérêt de l'historien de la Première Guerre mondiale, contiennent toutes les coupures de presse et les analyses rédigées par le Bureau d'Études de la Presse Étrangère (B.E.P.E.) pendant les années de guerre et d'après-guerre. Sans parler de la vaste collection du Musée d'Histoire Contemporaine (à l'Hôtel des Invalides), où se trouvent — entre autres choses — un million et demi de photographies (une collection que les chercheurs, à mon avis, n'ont jusqu'à présent que très peu exploitée).

Considérez ensuite le catalogue méthodique qui remplit toute la salle d'entrée de la BDIC. Voici le cerveau de la bibliothèque — un cerveau qui, une fois consulté, ne cesse d'exercer une influence sur votre propre imagination. Les archives du B.E.P.E. dont les premiers tableaux analytiques devaient fournir rapidement les renseignements nécessaires à l'action du gouvernement, furent données à la BDIC à la fin de la guerre en plusieurs versements échelonnés, et elles forment — avec la collection privée du couple Henri et Louise Leblanc — l'un des deux piliers fondateurs de la bibliothèque. Tel fut le système légué à la BDIC et ensuite incorporé dans leur catalogue méthodique par ses deux premiers directeurs, Camille Bloch et Pierre Renouvin. L'idée fut identique à celle du BEPE : construire une documentation qui suivait le cours des événements. La BDIC poursuit le même but aujourd'hui : la bibliothèque est "un laboratoire d'histoire", écrivait Camille Bloch en 1921 ; elle est une bibliothèque "historienne", dit Geneviève Dreyfus-Armand, la directrice actuelle.

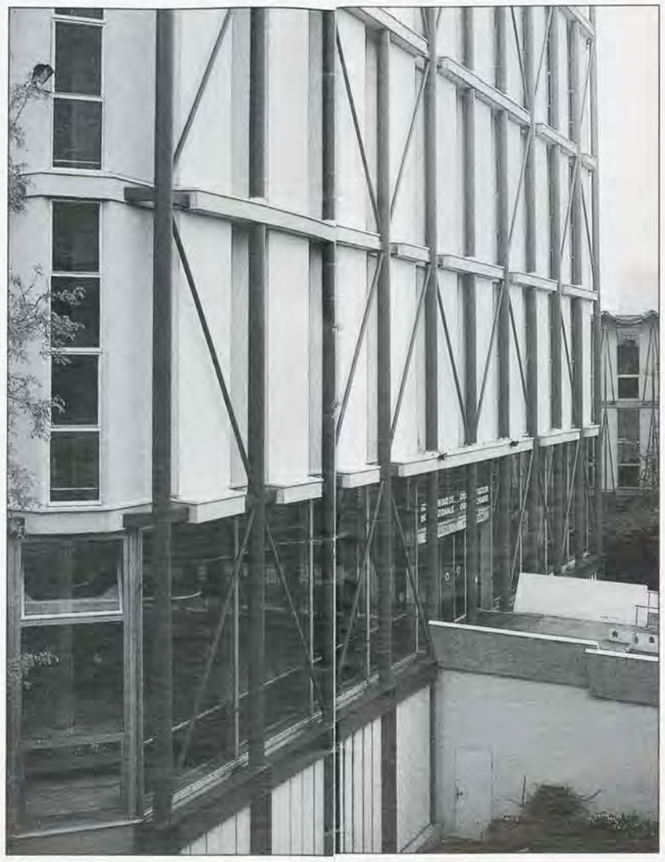
Un laboratoire d'histoire

Mais il ne faut pas penser que le système de ce catalogue méthodique se limite à une histoire événementielle. Au contraire, son intelligence réside dans le fait qu'il ouvre les portes à une histoire totalisante : ce catalogue vous fournit l'objectif ; à vous de focaliser. La collection de la BDIC est tellement considérable que vous êtes sûr de trouver sur le chemin qui vous mène de votre première idée jusqu'au dernier détail, une documentation très riche. Travailler dans ce catalogue est une forme de recherche en soi.

A ma connaissance, aucun programme informatique n'a vraiment réussi à reproduire l'esprit de ce catalogue, car la machine n'est toujours pas capable de distinguer entre ses "mots clés" et les idées derrières ces mots. D'après Marc Ferro, la BDIC est "la bibliothèque la plus intelligente du monde". On ne peut qu'ajouter qu'elle est aussi l'une des plus accueillantes, avec sa salle de travail où dictionnaires, encyclopédies et atlas sont utiles pour ce "dernier détail oublié", et où le personnel est toujours prêt à vous aider.

Bref, dans cette petite tour florentine des années soixante, c'est toute une civilisation que vous trouverez. ■

Gregor Dallas
Anet (Eure-et-Loir)



La BDIC sera ouverte tout l'été
Lundi : 12 h 30 - 18 h en juillet et septembre (12 h 30 - 17 h en août)
du mardi au vendredi : 10 h - 18 h en juillet et septembre (10 h - 17 h en août)

BRÈVE

MOIS DU FILM DOCUMENTAIRE EN BIBLIOTHEQUE

A l'invitation d'Images en Bibliothèques, la BDIC a participé à la manifestation nationale du Mois du film documentaire dont le but, comme le précisait le catalogue de présentation, est de promouvoir « le travail accompli par les acteurs culturels oeuvrant en marge des circuits commerciaux et des réseaux de télévision, pour la diffusion du film documentaire et sa reconnaissance comme mode d'expression à part entière. »

Pour le service audio-visuel, ce fut l'occasion de présenter une sélection de ses archives filmiques et, également, de faire connaître son travail d'enquête sur la mémoire du siècle, un travail réalisé sous forme de portraits de témoins et d'acteurs de la vie politique et intellectuelle du siècle dernier. Le thème choisi pour cette manifestation, a donc tout naturellement été celui de « la sauvegarde de la mémoire du xxe siècle », thème central de collections audiovisuelles de la BDIC avec « Mémoires *vivantes* ».

A la suite des films de deux jeunes réalisateurs Philippe Lobjois (Mourir pour Dubrovnik) et José Cardoso-Marquès (documentaire sur l'immigration portugaise : Champigny sur Tage), a été projeté le premier documentaire entièrement réalisé par la BDIC : Boris Fraenkel : parcours d'un « militant » engagé dans son temps, de Sonia Combe et Jean-Claude Mouton.

Restait à trouver un lieu de projection pour le 20 avril, vrai parcours du combattant... C'est avec l'aide du service des Affaires culturelles de l'Université de Paris 10-Nanterre que « l'amphi BI » fut mis à notre disposition. La Société « International vidéo » nous fournit l'assistance technique. Une projection suivie de questions du public, un dialogue intéressant, une initiative à rééditer

Martine Lemaitre Demarquay

BORIS FRAENKEL

Qui se souvient des premiers frissons de mai 68, avant le 22 mars ? Nanterre était une fac où l'on s'ennuyait ferme. Alors son Président avait donné de l'argent au centre culturel pour organiser un débat sur la révolution sexuelle. Le soir même, les garçons investissaient les chambres des filles à la cité universitaire.

L'invité était Boris Fraenkel, collaborateur de la revue *Partisans* (dirigée par François Maspéro et parue de 1961 à 1972), adepte de Wilhelm Reich, à qui l'on devait la traduction de *Eros et civilisation* de Herbert Marcuse (Ed. de Minuit, 1968, trad. De J.G. Nemy et B. Fraenkel). « Marcuse, dit Fraenkel, avait écrit ce livre dans la frousse. Il avait peur d'avoir des ennuis aux Etats-Unis. (Il sera sauvé par Khrouchtchev qui l'attaquera en URSS.) C'est la raison pour laquelle il ne parle jamais de marxisme, de prolétariat ou de classe. Dans la traduction française, dès que c'était possible, nous avons "gauchi" son texte. Jamais sans son accord, naturellement. Il en était très content et plus tard il a dit qu'il considérait la traduction française comme le texte original. »

Boris Fraenkel a tenu à ce que le film qui lui était consacré soit intitulé « Parcours d'un militant engagé dans son temps ». On dira peut-être plus tard que le XXe siècle se prêtait à l'engagement. A 14 ans, B. Fraenkel entre dans le mouvement de jeunesse sioniste de gauche de Dantzig, sa ville natale : « Toute la jeunesse juive était alors organisée. Sans doute pour tenir le coup ». En juin 1968, Marcellin l'envoie en relégation à Nasbinals, en Lozère « parce que làbas je ne pouvais évangéliser que les moutons ». (De fait, il fera lire Marcuse aux moniales dans le couvent desquelles il est assigné à résidence.) Entre-temps, il a rompu avec le sionisme, découvert Reich, travaillé comme secrétaire de Sonia Delaunay, également aux CEMEA (centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active) et milité comme trotskyste, du côté lambertiste : « Jospin, j'étais son cornac. C'était un bon garçon... »

La liberté de ton et la franchise étonnent. Boris Fraenkel ne se dérobe à aucune interrogation et regarde la caméra droit dans les yeux. L'exercice auquel il a accepté de se livrer l'amuse. Pour éviter le didactisme et les conventions du commentaire, c'est lui seul qui parle, à peine guidé par les questions.

Un documentaire réalisé comme un livre, et par des novices en matière de production filmique, mais dont l'amateurisme est sauvé par la présence forte de l'acteur.

Sonia Combe

LA COLLECTION ELIE KAGAN AU MUSÉE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE-BDIC

Une donation d'une telle envergure n'est pas un phénomène très courant au sein des collections photos. Le legs Kagan, qu'on estime à plus de trois cent mille négatifs originaux, représente pour le musée un accroissement capital de ses collections.

1

Les donations sont aussi des moments privilégiés pour les conservateurs. Au début de l'automne, je pénètre dans l'antre mythique d'Elie Kagan (1928-1999). Je reçois en plein cœur tout un univers hétéroclite façonné au fil des années. Aux murs, encore punaisée ou collée, une foule d'images : affiches politiques, tracts, poèmes, cartes de presse, dessins d'amis comme Plantu ou Tim, et photographies. Dans une grande pièce, des dizaines de boites et cartons regorgeants de tirages photographiques, contacts, diapositives, négatifs, albums, coupures de journaux… Toute la vie d'Elie Kagan.

On sait qu'Elie Kagan a été connu, au début de sa carrière par les images qu'il réalisa au flash, la nuit, au vu et au su de la police, le 17 octobre 1961, alors que celle-ci procédait à des "matraquages" d'Algériens travaillant en France et venus manifester dans la capitale. On connaît aussi la suite : l'engagement d'un seul journal *Témoignage chrétien* dirigé par Georges Montaron qui osa publier ces photos. L'authenticité de celles-ci fut par la suite controversée, l'année de la mort d'Elie Kagan, au cours du procès de Maurice Papon.

Elie Kagan obtient sa carte de presse fin 1961 (une correspondance échangée avec la commission de la carte d'identité des journalistes professionnels le confirme). A partir de ce moment là, il photographie plus que jamais, ignorant avec superbe toute règle de composition et portant témoignage avec une fougue juvénile, à l'encontre de toute mode. Boulimique de l'image, toujours en action, il se glisse dans toutes les manifestations de rues à Paris, et se place aussi à côté des hommes politiques. Un brin narcissique, il aime se faire photographier par des confrères juché sur un escabeau en pleine rue, sur le sommet du lion de la place Denfert-Rochereau en mai 68, à vélo au milieu d'une manifestation. Il s'autoportraiture au bras du futur président François Mitterrand dont il suit les campagnes, ou saisit avec une ironie féroce mais tendre les protagonistes de la classe politique française de droite. Lors d'une ébauche de classement, il écrit sur un dossier : Droite". On peut y voir, presque main dans la main, Jacques Chirac et Raymond Barre, à un congrès, graves comme dans une grande messe solennelle.

Par le biais de commandes des hebdomadaires comme *Le Nouvel observateur* auquel il collabore, il a la possibilité de réaliser les portraits de quelques grands écrivains de notre époque tels Herbert Marcuse, Joseph Kessel, Jean-Paul Sartre, Louis Aragon ou Elsa Triolet. Habité, plutôt hanté par un sentiment d'équité, il croque aussi le tout-venant de la rue et affectionne les laissés pour compte, les exclus. Il milite, prend fait et cause pour une société idéale, un monde meilleur. Indépendant, à la limite de l'anarchiste, ami de Mouna Aguigui, il ne fera jamais vraiment partie intégrante d'une agence photographique. Lui même se qualifiait de "reporter engagé".

2

Reporter engagé

Tourmenté par son origine juive, il n'est pas surprenant de le voir batailler aux côtés de Serge Klarsfeld. Pathétiques, ils arborent l'un et l'autre l'étoile jaune le jour des obsèques de Xavier Vallat ancien commissaire aux affaires juives à Vichy. Pas étonnants non plus ces "initiatiques" voyages dans le Golan dans les années 70 qu'il baptise lui-même "Mes sept reportages en Israël" sur le couvercle de la boite de papier photo Ilford.

Un accident survenu en 1994 l'oblige à cesser pour un laps de temps son activité et à quitter Paris pour Briançon. Il en conserve une profonde meurtrissure et les photographies réalisées durant ce séjour et jusqu'à la fin de sa vie sont empreintes d'une espèce de désengagement sans doute inconscient.

Ceci n'est encore qu'un rapide coup d'oeil dans ce flot d'images. L'état complet de cette collection nous réserve sûrement encore des surprises. Malgré la qualité très inégale des photos, elles regorgent toutes de renseignements précieux sur la vie publique française d'après la Seconde Guerre mondiale. Elles attestent de sa volonté d'être un témoin de la société.

1960-1995, ce sont plus de trente ans de reportage qui nous sont ainsi parvenus et qui, à l'évidence, s'intègrent parfaitement dans nos collections. Avec l'arrivée de cette généreuse donation, qui témoigne aussi de la confiance en notre institution, notre collection parcourt presque l'intégralité du siècle.

Thérèse Blondet-Bisch
Chargée des collections photos
de la BDIC,

3

4

5

6

7

1. Elie Kagan et François Mitterrand, circa 1980.

2. Elie Kagan dans une manifestation. Photo G. Blondeau, Paris, circa 1976.

3 à 7. Manifestation des Algériens à Paris le 17 octobre 1961.

L'iconographie de ce numéro de "&" est due aux photographies du fonds Kagan.

JOURNÉE "ARCHIVES ET MÉMOIRES ÉTUDIANTES : SAUVEGARDE ET VALORISATION"

MERCREDI 23 FÉVRIER 2000 À LA BDIC

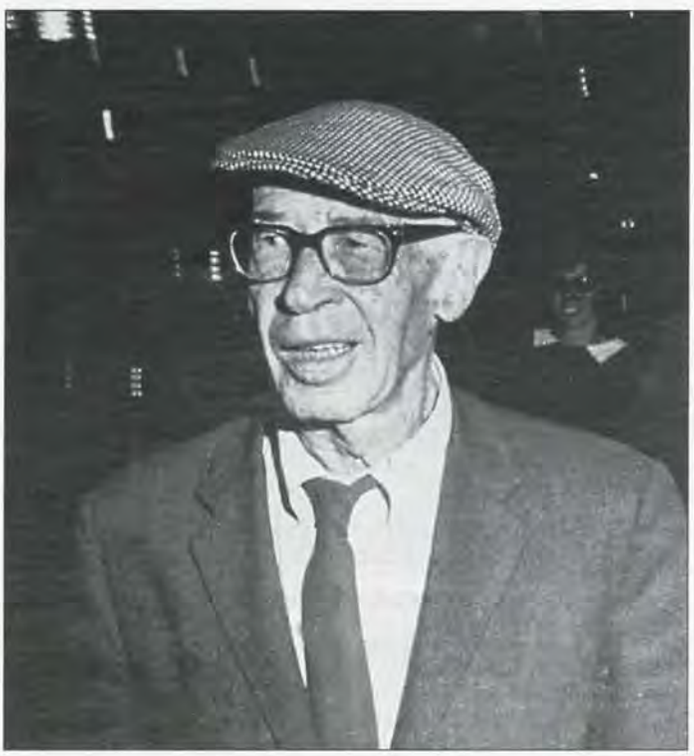
A l'initiative du GERME (Groupe d'études et de recherches sur les mouvements étudiants), en partenariat avec la BDIC et en présence de Monsieur Jean Le Pottier de la Direction des Archives de France et de Monsieur Jacques Portevin, Président de l'Association des Archivistes Français, cette journée a réuni une trentaine de personnes, bibliothécaires et archivistes, chercheurs, anciens de l'UNEF et militants d'organisations étudiantes. La rencontre de travail a été ouverte par Geneviève Dreyfus-Armand et par Robi Morder, président du GERME, chargé d'enseignement à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines ; Jean-Philippe Legois, responsable des Archives municipales de Garges-lès-Gonesse et doctorant à l'Université de Paris I, en a présenté les principaux objectifs.

L'exemple des archives des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire

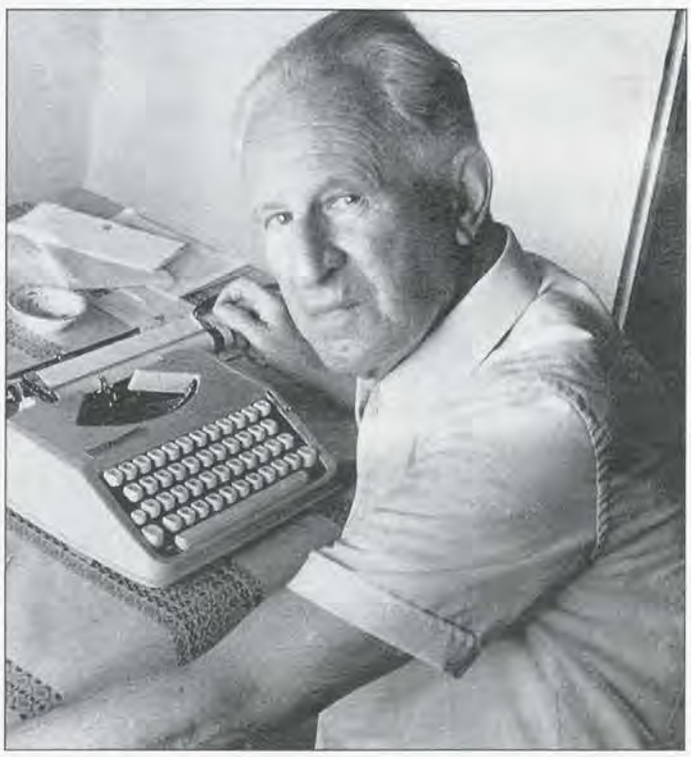
La question de la collecte et du classement au travers de cet exemple a été présentée conjointement par Françoise Tétard, historienne, ingénieur CNRS (CRHMSS), membre du comité scientifique du PAJEP (Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire), et Mathias Gardet, historien, CAPEA (Centre des archives de la Protection de l'enfance et de l'adolescence).

Des fonds d'archives étudiantes éclatés.

On retrouve des fonds importants à la BDIC et aux Archives nationales, aux Archives départementales ou municipales, dans les bibliothèques universitaires, et également dans les organisations. Cet éclatement symbolise l'histoire en miettes du mouvement étudiant, et la genèse de chaque fonds est intéressante au même titre que le fonds lui-même. C'est ainsi qu'une partie du bureau de l'UNEF, après 1968, décide de mettre à "l'abri" de la vie "agitée" du syndicat une partie des archives, ce qu'un dirigeant de l'époque, présent à cette journée, nous a précisé. C'est ce fonds qui constitue l'essentiel de ce qui est déposé aux Archives nationales. Le fonds de l'UNEF conservé à la BDIC, a été présenté par Robi Morder pour la partie traitée (jusqu'en 1970) et Philippe Mezzasalma, conservateur à la BDIC pour la partie à traiter. Dans le premier fonds d'origine "nanterrienne" des années 70, l'essentiel provient de la donation faite par l'UNEF-ID en 1990 ainsi que par Guy Trastour, ancien conseiller juridique de l'UNEF en 1965 et animateur à la MNEF du secteur hygiène mentale des étudiants. (la présentation en a été faite dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps* en 1992).



Henry Miller à Paris.



Herbert Marcuse.

La présence d'Annie Kuhnmunch, responsable des archives confédérales de la CFDT, s'explique par la présence des fonds du MARC (Mouvement d'action et de recherche critique), du MAS (Mouvement d'action syndicale) et de PSA (Pour un syndicalisme autogestionnaire), organisations étudiantes soutenues par cette confédération de salariés. Ayant eu à s'occuper d'un déménagement de l'UNEF et sauvant alors de la benne à ordures nombre de documents, Jean-Quentin Poindron a présenté le fonds de l'UGE (Union des grandes écoles) qu'il a traité au CHRMSS – Paris I. Auteur d'une maîtrise sur cette organisation, il est aujourd'hui professeur d'histoire-géographie. Enfin, Philippe Pechoux, membre de l'association ADIAMOS de Dijon, historien, chargé du "revenu mimimum étudiant" dans la ville de Chenôve, a rapporté l'histoire et le traitement des archives étudiantes dans cette ville.

L'enjeu du dépôt dans un lieu public.

A la variété des fonds et de leurs origines s'ajoutent, pour les mouvements étudiants sur le plan local, les enjeux du dépôt dans un lieu public. Doit-on accepter toutes les clauses imposées par les donateurs et qui rendent l'exploitation du fonds quasi-impossible ? C'est une question qu'a posée Joël Delaine, responsable des Archives municipales de Grenoble, à propos du versement de l'AGE de Grenoble. Que doit faire le chercheur des documents qui lui ont été remis, une fois son travail de recherche terminé ? Est-il en droit de les remettre à une institution ? Ces problèmes ont été évoqués par Vincent Pohrel, doctorant à l'Université de Rennes II.

L'apport des archives de l'administration universitaire.

Odile Gaultier-Voituriez, responsable des Archives d'histoire contemporaine (CHEVS/FNSP) a présenté les archives de « Sciences-Po » sur les mouvements étudiants.

Stéphanie Méchine, responsable des Archives du Rectorat de Paris, a abordé le problème des traces des mouvements étudiants dans le fonds d'un rectorat comme celui de l'Académie de Paris. Et nul doute que l'on trouve dans les archives des Universités ou d'autres d'institutions universitaires (les CROUS par exemple), des éléments importants, notamment au travers des prises de position des élus étudiants, des correspondances, des tracts et journaux collectés. Il en va de même avec les archives de la Conférence des Présidents d'Université, dont le président, M. Legrand, Président de Paris X Nanterre, empêché, n'avait pu être présent à cette journée du 23 février.

Le travail s'est conclu avec la présentation du site Internet du GERME (Jean-Philippe Legois) co-développé avec l'Atelier @lternet (Alexandre Slessareff)

Il reste à approfondir avec les organisations étudiantes, les premières concernées, les conditions de conservation de leurs archives. L'ensemble des participants s'est accordé sur le principe d'une poursuite du travail liant les diverses institutions, et sur la nécessité d'un "catalogue des ressources" qui permette aux chercheurs, comme aux déposants eux-mêmes, de connaître les lieux les mieux adaptés à leurs demandes.

Les contacts pris, comme la publication à venir des actes de cette journée en représentent une première concrétisation.

Robi Morder

Le GERME (Groupe d'études et de recherches sur les mouvements étudiants) est une association de chercheurs de toutes disciplines, histoire, sociologie, sciences politiques, sciences de l'éducation, anthropologie. Il organise une rencontre annuelle en mai ou juin. Le GERME est un groupe de recherche associé à la BDIC.

42, rue Faidherbe 75011 – Paris
http:// www. ateliernet. org/germe.

DES NOUVELLES DE L'IALHI

L'International Association of Labour History Institutions, dont la BDIC contribue à l'animation du comité international de coordination, organise les 19 et 20 mai prochains une conférence internationale sur le thème « Passé et futur du syndicalisme international ».

Hébergée dans les locaux de l'AMSAB — lInstitut d'histoire sociale de Gand (Belgique) —, cette rencontre réunira des universitaires et des syndicalistes de différents pays européens, appelés à discuter ensemble des fondements théoriques et idéologiques des groupements syndicalistes internationaux, ainsi que de leurs structures et de leurs méthodes de travail en commun.

De plus amples informations sur le programme de cette conférence peuvent être obtenues auprès de l'AMSAB :

Tél : 32.(0)9-224.00.79,
ou e-mail : **amsab@skynet. be**

Jean-Paul Sartre

LES PERIODIQUES A LA BDIC

présentés par Anne-Marie Blanchenay, conservateur en chef responsable du Département

Pourriez-vous nous décrire les collections de périodiques ?

Comment faire avec vingt kilomètres de rayonnages sur 4000 m2, des collections qui commencent en 1914, ou dans certains cas au début du siècle, en français, anglais, allemand, italien, espagnol, polonais, hongrois, tchèque, russe, yiddish, roumain, serbo-croate, bulgare, et même corse, basque ou catalan ! Impossible de décrire les 40.000 titres de périodiques que possède la BDIC. Les publications en français n'en représentent qu'un tiers. Seuls les chercheurs pourraient citer les trésors qu'ils découvrent, et signaler malheureusement aussi les lacunes. C'est d'ailleurs ce qu'ils font avec une grande gentillesse.

Quels sont les points forts de ces collections ?

Pour **la Première Guerre mondiale**, les collections de quotidiens nationaux ou régionaux sont classées par titre, ou regroupées dans des collections de "presse synchronique". Dans ce dernier cas, plusieurs titres sont regroupés pour une même date, ce qui s'avère très utile quand on cherche un fait précis, pour prendre connaissance des journaux publiés à une époque, ou bien pour l'étude de l'opinion publique à une période donnée. Il existe des collections de "presse synchronique" française pour la Première Guerre mondiale, l'entre-deux-guerres, la Deuxième Guerre mondiale, la période de la Libération, mais aussi pour le retour du Général de Gaulle en 1958 et pour les événements de mai 1968 en France.

Outre les collections de quotidiens, il faut citer les bulletins du front (journaux de soldats, de prisonniers, journaux des tranchées, bulletins de liaisons, rapports sur l'état du front), les journaux de propagande des différents gouvernements, etc.. Ces collections existent pour tous les pays belligérants, et donc dans toutes les langues.

On retrouve les mêmes types de périodiques pour la **Deuxième Guerre mondiale** : quotidiens français et étrangers, rapports officiels et bulletins de propagande, publications des fronts, bulletins militaires officiels, écoutes radiophoniques, journaux de prisonniers ou déportés, tracts aériens, journaux des maquis ou des mouvements de résistance. Il faut y ajouter pour la France une collection de presse quotidienne synchronique, les publications des différents organes de l'Etat français, les bulletins des associations patriotiques, religieuses, syndicales, également les publications clandestines des mouvements de résistance en France et les publications de la France Libre.

Et en dehors des deux conflits mondiaux, un autre exemple des ressources à la BDIC ?

Oui, la **presse "informelle"**, c'est-à-dire celle qui n'est pas diffusée dans les circuits commerciaux, et qui représente environ 40 % des collections. Sous ce terme sont regroupés les petits bulletins édités par les émigrés politiques, les mouvements d'opposition ou les gouvernements en exil, les réfugiés, en fait par toutes les victimes de guerres - anciens prisonniers, anciens combattants ou déportés – ou de dictatures. On peut y ajouter aussi les publications des mouvements politiques ou syndicaux, des associations caritatives ou de défense de droits de l'homme, et de façon générale un certain nombre de titres de la presse "alternative" française ou étrangère. Tout cela fait un fonds très riche qui est rassemblé minutieusement par le personnel de la BDIC et auxquels les chercheurs ont facilement accès.

Comment repérer ces publications ?

En cherchant dans le catalogue informatisé pour les titre récents, ou bien dans les deux fichiers des périodiques (en caractères latins ou cyrilliques), ou encore dans l'ancien fichier matière qui permet, sur un sujet particulier, de retrouver ces publications sous le dépassant "Collections et périodiques".

Joseph Kessel, circa 1973

Raymond Barre/Jacques Chirac Congrès UDF circa 1975.

LA BDIC COMPLÈTE SES COLLECTIONS

INTERVIEW DE M. MICHEL NAVETAT, COLLECTIONNEUR

La BDIC vient d'acquérir une cinquantaine de tracts aériens ou de journaux clandestins de la Deuxième Guerre mondiale pour compléter ses collections.

Pourriez-vous nous présenter ces documents ?

Il s'agit pour la plupart de tracts rédigés et édités en Angleterre par différents services de propagande anglais sur lesquels les FFL n'avaient pas droit de regard. Les tracts, en français, "apportés par vos amis de la RAF et distribués par les patriotes français" avaient pour objectif d'entretenir l'esprit de résistance et d'informer les Français sur les opérations militaires ou les choix politiques des Alliés. Ils se présentaient sous forme de petits bulletins numérotés, datés; chaque titre avait un numéro de code. Les archives du Public Record Office à Kew (section "Political Warfare Executive" du Foreign Office) permettent de faire l'historique de ces différents bulletins. Ainsi le *Courrier de l'Air* en date du 6 janvier 1944, (numéro de code F2 1944) a été "distribué" dans la nuit du 4 au 5 février 1944 : 40.000 exemplaires largués sur Angoulême, 4.000 sur Brive-la-Gaillarde, 8.000 sur Marmande, 40.000 sur Auch, 40.000 sur Aiguillon, 40.000 sur Montauban, etc... En une seule nuit, 536.000 exemplaires de ce numéro répandus par la voie des airs sur la France ! L'effort de propagande anglais vers la France a été très important : 668 numéros de "tracts" aériens ont été distribués sur la France entre 1940 et 1945, et la totalité des tracts déversés sur la France pendant cette période se monte à 757 millions ! Les titres "anglais" les plus connus sont *Le Courrier de l'Air, La Revue de la France Libre, La Revue du Monde Libre, Accords.*

A partir de 1942, des tracts "américains", comme *L'Amérique en guerre, Voir...* circulent d'abord à New York ou à Londres parmi les Français Libres avant d'être "apportés au Peuple Français par l'Armée de l'Air américaine". Plus tard, Anglais et Américains publieront conjointement *Tous les fronts* "apporté par les Forces aériennes alliées", et quelques numéros communs du *Courrier de l'Air* et de *L'Amérique en guerre.* Ils publieront aussi d'autres bulletins comme *Votre France,* à l'intention des prisonniers ou ouvriers français en Allemagne. Des numéros de code permettent de connaître l'origine de ces tracts et le pays auquel ils étaient destinés (par exemple, code USG : fabriqué par les Américains, destiné à l'Allemagne). La liste de ces tracts, leur provenance et leur description est donnée dans les publications de la PSY WAR SOCIETY : les *Blatter series* ou dans le *Bulletin* devenu *Falling Leaf.*

Les Allemands n'étaient pas en reste de propagande aérienne vers la France. Citons entre autres *Le Journal de Cambronne, Où le Tommy est-il resté?* et de nombreux autres titres publiés entre 1939 et 1945. Les Allemands n'hésitaient pas non plus à publier de faux numéros du *Courrier de l'Air* ou de *L'Amérique en guerre* "apporté au Peuple français par l'Armée de l'Air américaine avec les bombes au phosphore".

C'est dire l'importance accordée par les belligérants à la guerre psychologique.

La BDIC a acheté aussi quelques numéros de journaux clandestins.

Il s'agit de numéros épars de *Bir Hakem,* de *l'Almanach des lettres françaises,* du *Courrier Français,* de *Témoignage chrétien,* des *Lettres Françaises.* Tout ces publications des mouvements de résistance ont été recensées dans le "CATALOGUE DES PERIODIQUES CLANDESTINS DIFFUSES EN FRANCE DE 1939 A 1945", publié par la Bibliothèque nationale à Paris en 1954.

La BDIC a récupéré au fil des ans de nombreuses publications clandestines; elle a doublé ces collections en mauvais état par l'achat de microfilms des périodiques clandestins édités par l'ACRPP.

A.M.B.

LA PAROLE À UN JEUNE CHERCHEUR

Nicolas Glady (DEA d'Etudes slaves à Paris I Sorbonne), présente sa recherche dans les périodiques à la BDIC.

Je travaille sur l'image de l'exilé politique russe en France après 1917. Je savais que la BDIC avait un fonds russe important, mais je cherchais des documents en français publiés par les émigrés à leur arrivée en France. J'ai eu du mal à trouver ces documents à la BNF, parce qu'ils n'étaient pas communicables ou tout simplement parce qu'ils n'y avaient pas été déposés. Je suis impressionné par l'importance du fonds de la BDIC : il y a vraiment tout ce qui a été publié en France par les émigrés russes de différentes générations et de différentes opinions, de 1905 à 1930 (pour la période qui m'intéresse).

J'ai ainsi pu consulter *Le Problème Russe,* organe de défense des intérêts de l'Entente, édité à Paris de 1917 à 1919, dont le but était de défendre les intérêts de la Russie auprès des pays de l'Entente et d'informer les lecteurs sur la situation anarchique de la Russie. Apolitique à l'origine, il se déclarera pour une monarchie constitutionnelle et prendra le nom *d'Action Russe.*

Je lis aussi *La Russie démocratique,* publiée à Paris en 1919-1920 par l'Union (ou Ligue) pour la Régénération de la Russie, émanation du parti K. D. (parti constitutionnel démocrate de Milioukov). Bénéficiant d'un apport financier important, la Ligue publie de mars 1919 à février 1921 *La République Russe.*

Parmi les publications des émigrés russes de l'époque, il y avait aussi *La cause commune,* de 1918 à 1930. Ce journal rédigé en français et russe, l'un des rares à avoir une large diffusion, était distribué en Grande Bretagne, Danemark, Suède, Etats-Unis, et même en Egypte et au Japon ! Il était suffisamment influent pour que *Le Bulletin périodique de la presse russe,* publié à la même époque par le ministère des Affaires étrangères français, le cite abondamment, ce qu'il ne faisait pas des autres publications des émigrés russes en France (il préférait habituellement traduire des journaux édités en Russie tels que *la Pravda* ou les *Izvestia*).

La BDIC possède aussi *La Russie opprimée,* bulletin d'information socialiste hebdomadaire édité à Paris de mars 1926 à mai 1933 par A. Kerenski et O. Minor. Il traduisait en français des articles de la presse soviétique de l'époque, pour contrecarrer la propagande soviétique à l'intérieur du mouvement ouvrier français. Le mouvement syndicaliste et anarchiste des années trente fait de même, comme le montre le journal dirigé par Nicolas Lazarévitch : *La réalité russe.*

Ces journaux de l'émigration renseignent sur la communauté russe en France mais constituent aussi l'une des sources d'information sur la guerre civile et le pouvoir mis en place par les bolcheviks, grâce aux nouveaux réfugiés russes affluant en Europe, ou d'après la presse bolchevik. Une lecture critique s'impose cependant : ils n'étaient pas dépourvus d'arrières-pensées politiques puisqu'ils cherchent à influencer l'opinion publique française.

La presse de l'ex-URSS à la BDIC
1986-2000

La BDIC a longue tradition de collecte de périodiques soviétiques et de documents des émigrations russes en Europe, accumulant ainsi l'une des plus riches collections française sur le sujet. Mais elle s'est trouvée confrontée depuis 1986 à une nouvelle situation de la presse russe.

Dès cette date, en effet, la glasnost'a entraîné un développement exceptionnel des publications. A côté des périodiques autorisés et réguliers, se développe rapidement une presse parallèle, non enregistrée, "informelle", à tirages et parution irréguliers. Alors que les grands titres de la presse nationale centralisée voient leur importance décroître, de nouveaux titres apparaissent, "indépendants", régionalistes. Ils poursuivent la tradition du samizdat, sans néanmoins subir les mêmes persécutions. Bientôt ils vont réfléter tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle du pays.

La BDIC, comprenant les enjeux de la nouvelle vie politique russe, s'est appliquée à acquérir le plus grand éventail possible de publications de ces années de transition, et en particulier de cette "nouvelle presse".

Tous les moyens ont été mis à contribution. Les contacts noués au fil du temps avec de nombreuses institutions scientifiques, les liens personnels avec des chercheurs ont permis la collecte de titres précieux. Les lecteurs de la BDIC, de retour d'un voyage en Russie rapportaient bulletins et tracts émanant de mouvements divers. Des adresses de nouveaux périodiques ont ainsi été obtenues. Sollicitées par la BDIC, leurs rédactions, souvent modestes, ont réagi très favorablement à ses demandes.

Finalement ce sont plus de 1700 titres qui sont arrivés à la bibliothèque, dont 1500 sont répertoriés dans le catalogue *La Nouvelle presse en Russie*. Une partie a été traitée en "Recueils". Actuellement, l'achèvement de ce travail et sa mise à disposition dans la base locale de la bibliothèque est en cours. Ainsi, la BDIC s'est constitué un fonds absolument unique de journaux et de revues informelles de l'ex-URSS, qui permet d'appréhender et de comprendre en profondeur les réalités politiques sociales et économiques des années Gorbatchev et suivantes.

Des exemples

- Les régionalismes : toutes les républiques de l'URSS ont vu naître des périodiques informels. La BDIC possède des périodiques des Républiques Baltes, d'Ukraine, d'Arménie, de Géorgie. Au sein même de la RSFSR, émanant de nombreuses républiques autonomes, la BDIC dispose d'informels du Caucase, de l'Extrême Orient, de la Sibérie.
- Les mouvements d'idées. Toutes les tendances sont représentées : démocratique, nationaliste, prolétarienne, conservatrice...
- Les mouvements économiques et sociaux (grèves de Moscou, du Donbass, nouveaux entrepreneurs...)
- Le Mémorial : ses publications permettent d'approfondir l'étude sur les répressions de la période stalinienne.
- Les transformations culturelles : cette presse exprime le grand vent de libéralisation en art (littérature, musique, théâtre, cinéma...)

Après la loi d'août 1990, la différence entre presse officielle et presse informelle s'estompe. Des titres dits "informels" deviennent des publications officielles. La presse officielle bénéficie de plus gros tirages que la presse informelle à la parution irrégulière. La politique d'acquisition de la BDIC a suivi ces transformations du paysage médiatique en ex-URSS. Depuis 1999, venant de la Fédération de Russie, on compte 135 abonnements de périodiques parmi lesquels on peut dénombrer :

- Les quotidiens de la presse nationale les plus importants, 14 à ce jour : *Nezavisimaâ gazeta, Segodnâ, Izvestiâ, Rossijskaâ gazeta, Komsomol'skaâ pravda, Pravda, Sovetskaâ Rossiâ, Moskovskij Komsomolec...*
- Des titres importants de la presse régionale, *comme Kabardino-Balkarskaâ pravda, Udmurtskaâ pravda, Tatarskie kraâ, Dagestanskaâ pravda...*
- Les revues représentant les diverses tendances de la pensée et des mouvements d'idées. Ainsi parmi les publications nationalistes, on notera la présences des journaux tels que : *LDPR Zavtra, Duel', Cernaâ Sotnâ, Limonka.* Pour ce qui est des publications démocratiques, on trouvera par exemple le journal *Demokraticeskij vybor et Abloko Rossii.*
- Plusieurs hebdomadaires d'information générale, comme *Ekspert, Kommersant-vlast', Itogi, Novoe vremâ, Rossijskaâ Federaciâ segodnâ.*
- Des publications spécialisées telles que *Hozâjstvo i pravo, Istoriceskij arhiv, Vestnik Moskovskogo Universiteta, Iuridiceskie vedomosti, Voprosy ekonomiki, Voprosy istorii...*

Enfin, la BDIC reçoit, outre les titres en langue nationale, nombre de publications en langue russe de pays membres de la CEI : ainsi 10 titres proviennent de Biélorussie, plus de 30 d'Ukraine, plus d'une dizaine des républiques indépendantes.

La richesse de la BDIC dans le domaine de la presse russe et des pays de la CEI constitue un de nos atouts majeurs. Elle permet aux chercheurs spécialisés de nourrir leur réflexion sur un espace géopolitique en perpétuelle mutation.

Catherine Denis
Laurent Attal

BRÈVE

FONDS GUATEMALA TRAITÉ

Les documents ont été réunis sur le terrain par le sociologue Yvon Lebot entre les années soixante et quatre vingt dix et concernent principalement les problèmes des Droits de l'Homme, les activités des mouvements syndicaux, des mouvements de guérilla.. Un bon nombre des périodiques, brochures et documents divers traitent des conflits sociaux, économiques et politique du Guatemala ainsi que du rôle des églises catholique et protestante. Ce fonds est composé d'environ 1100 pièces traitées en 1999.

Rosa Olmos

Un exemple de recherches dans le fichier "dépouillement presse française et étrangère"

Les collections de périodiques concernant l'Afrique du Nord, de 1919 à nos jours, constituent une part non négligeable de la richesse et de la qualité du fonds documentaire de la BDIC. Pour accéder aux sources bibliographiques, on consultera d'abord le fichier matière général sur ce thème, et le fichier des collections de périodiques, puis le fichier d'articles publiés dans différentes revues et journaux de 1919 à 1973.

Comportant un dépouillement systématique d'articles de revues, ce fichier répertorie des textes écrits en français, pour la plupart, mais aussi en anglais, allemand, espagnol, italien, russe et tchèque. Ils permettent au lecteur d'accéder à une documentation sur tous les aspects de la vie économique, sociale et politique des pays composant le Maghreb actuel, qui comportait aussi durant la période coloniale, le Fezzan. Les notices se rangent en grandes rubriques analytiques subdivisées chronologiquement. Elles permettent de suivre l'évolution économique des trois pays les débats sur les choix et étapes de la création des infrastructures, des équipements routiers ferroviaires et portuaires.

Les articles signalés concernent aussi la vie sociale et politique en Algérie, au Maroc et en Tunisie sous tous ses aspects : colonisation, exode rural, urbanisation, démographie, emploi. Les différents partis politiques y sont étudiés, avec l'évolution de leurs revendications en fonction du statut politique du pays (département ou protectorat). Des notices renvoient aussi à des études ethniques particulières, parues dans les revues de l'époque, sur les différents groupes de population (Berbères, Touaregs etc.), sur la psychologie des populations colonisées, ou leur mode de vie. D'autre part toutes les grandes décisions politiques de l'époque (changement de statut, Dahir berbère, partis politiques autorisés) ayant fait l'objet de débats sont systématiquement signalées.

En ce qui concerne le Sahara, le fonds de périodiques de la BDIC comporte d'intéressantes sources de recherche sur l'évolution de son statut politique, ses limites frontalières, et son développement économique et social après les découvertes de pétrole et de gaz des années 60. Pour la guerre d'Algérie, les notices concernent, à travers les événements majeurs, tous les partis politiques et toutes les tendances, dans des revues éditées en France, Algérie ou à l'étranger.

Les articles concernant le Maroc, comportent une abondante documentation sur la guerre du Rif, les problèmes militaires des frontières méridionales du Maroc (occupation du Tafilalet), ainsi que les relations entre le Palais royal et les autorités de tutelle. Ceci parallèlement à l'évolution économique, démographique et politique du pays. Pour la Tunisie, on notera d'abondantes sources dans des revues italiennes disponibles à la BDIC sur la vie économique et politique entre les deux guerres et sur l'évolution des relations franco-tunisiennes.

Enfin signalons que la plupart des articles recensés concernent des revues et journaux qui ont cessé de paraître, changé de nom, ou paraissaient à l'étranger, et nous aurons une idée plus précise de l'importance et de la qualité des collections de périodiques sur le Maghreb à la disposition des chercheurs et des lecteurs.

Mahiedine Bourafa

La presse italienne

Les collections de la presse italienne à la BDIC sont estimées à 1800 titres, dont 150 en cours[1]. Ces publications à périodicité régulière (quotidiens, hebdomadaires, mensuels, etc), retenues pour la période du XX^{e} siècle recouvrent la presse de toute nature.

On y recense la presse d'information générale et la presse politique; Cette dernière est constituée de la plupart des organes de presse des partis et groupes politiques italiens, toutes tendances confondues[2]. D'autre part, la presse économique, religieuse[3] et syndicale est aussi représentée.

Par ailleurs, on soulignera l'importance des revues scientifiques italiennes sur l'histoire de l'Italie et du monde contemporain.

Parmi les documents nécessaires à l'étude du fascisme, de l'antifascisme, des mouvements de résistance et de l'histoire italienne en général, on notera les collections de la presse antifasciste publiée en Italie et à l'étranger. Ce fonds est particulièrement riche pour les publications de l'émigration en France. Puis, la presse clandestine de la Deuxième Guerre mondiale de la période 1943-1945, et les nombreuses revues éditées par les "Istituti storici della resistenza", représentent également des ensembles documentaires considérables.

Enfin, il convient de signaler la présence de publications d'information culturelle et bibliographique[4]; Ces revues sont utilisées à la fois dans le cadre de veille documentaire, et par le chercheur comme instrument d'accès à l'information, complémentaire des catalogues de la bibliothèque.

Monique Suzzoni

1. *Inventaire des périodiques italiens reçus par la BDIC, 1995-1996, esquisse de bibliographie analytique*, Nanterre, BDIC, 1996

2. Parmi tant d'autres : *L'Avanti!*; *Il Popolo d'Italia*; *Il Secolo d'Italia*; *Il Manifesto*; *Sicilia libertaria*; *L'Unità*; *etc.*

3. Dont, *l'Osservatore romano* et la publication annuelle depuis 1939, *Attività della Santa Sede.*

4. Les titres en cours : *Bibliografia storica nazionale; Emeroteca storica italiana; In formazione; Indice dei libri del mese; Libri e riviste d'Italia; Rivisteria.*

Le pape Jean-Paul II et Valéry Giscard d'Estaing, circa 1975

Des journaux polonais en France

La BDIC possède des collections de nombreux périodiques polonais du XXème siècle, dont près de 1000 titres de la presse "parallèle" ou clandestine durant le régime communiste, un des fonds les plus riches en Europe. Elle a également recueilli des publications polonaises de l'émigration en France, ces journaux édités dans le Nord ou à Paris dès les années 20, comme *Narodowiec*, *Wiarus Polski* ou *Ognisko*. Enfin elle met à la disposition de ses lecteurs la collection complète du mensuel *Kultura* depuis sa création en 1947, ainsi que les autres publications de la maison d'édition Instytut Literacki qui lui est associée.

A partir des années 20, la main d'oeuvre immigrée polonaise qui vient travailler dans les mines, l'industrie ou à la campagne, assure à des journaux en langue polonaise un important lectorat. Entre les deux guerres, 500 000 Polonais vivent en France, principalement dans le Nord et le Pas- de-Calais. Les deux principaux quotidiens ont suivi les mineurs polonais et leurs familles venus des "Polenzechen" de Westphalie. Le plus ancien, *Wiarus Polski* est né dans la communauté polonaise installée à la fin du XIXè dans le bassin industriel de la Ruhr, avant d'entamer une nouvelle carrière dans le nord de la France, avec son transfert en 1924. La même année, l'autre quotidien, *Narodowiec*, qui a débuté en 1909 en Allemagne, reprend également sa parution en France, et la poursuit jusqu'en 1989. Avec un tirage atteignant 45 000 exemplaires, *Narodowiec*, quotidien "indépendant", en fait chrétien-national, s'impose face aux concurrents comme *Ognisko* (25000 exemplaires), à la presse catholique comme l'hebdomadaire *Polak w Francii* de la Mission catholique polonaise, aux journaux aidés par les autorités polonaises comme *Zycie Polskie* ou aux publications d'extrême gauche.

En effet, parmi près 150 titres polonais différents en France, dont huit quotidiens (5 paraissant simultanément dans les années 30), on trouve une proportion importante de publications syndicales, comme l'organe des travailleurs polonais de la CGT : *Prawo Ludu*, et communistes, comme le quotidien *Dziennik Ludowy*. Elles accompagnent l'évolution d'une partie non négligeable de l'immigration polonaise, qui, confrontée aux difficultés sociales et aux manifestations de xénophobie, se radicalise au moment du Front Populaire.

Outre les articles sur la communauté polonaise, cette presse polonaise en France propose de nombreuses informations sur la Pologne et des prises de position souvent critiques à l'égard des gouvernements polonais successifs. L'identité polonaise y reste, comme parmi ses lecteurs, une préoccupation majeure. Avant 1939 le nombre de demandes de naturalisation des immigrés reste faible et l'éventualité d'un retour pour beaucoup n'est pas exclue, involontaire parfois (comme dans le cas des expulsions dans les années 30 sanctionnant l'activité syndicale ou politique), ou volontaire comme après 1945, pour ceux qu'attiraient les nouvelles perspectives de la Pologne populaire. L'intégration progressive des Polonais de la deuxième et troisième génération réduit un lectorat avec lequel ces publications perdent le contact. Dans son dernier numéro en 1989, *Narodowiec* le constate amèrement, ajoutant qu'il n'a pas gagné de nouveaux lecteurs dans l'immigration polonaise des années 70 et 80.

La revue *Kultura*

Le cas de la revue polonaise *Kultura*, créée à Rome en 1947 par son rédacteur en chef actuel, Jerzy Giedroyc et installée à Maisons-Laffitte peu de temps après, est à tous égards différent. En plus de 50 ans, ce mensuel, véritable lieu de mémoire en France de l'histoire polonaise contemporaine, a publié 630 numéros réguliers, des numéros spéciaux en français, anglais ou russe, ainsi que des formats réduits sur papier bible pour la circulation clandestine en Pologne. Ces dernières années, de nombreux ouvrages lui ont été consacrés, comme l'important choix d'articles édité et présenté par Grazyna Pomian : *Wizja Polski na lamach Kultury* (Lublin, 1999) pour la période 1947-1976, ou l'étude de A.S. Kowalczyk : *Giedroyc i Kultura* (Wroclaw, 1999). L'autobiographie de J. Giedroyc, sa correspondance avec W. Gombrowicz ainsi qu'avec ses collaborateurs réguliers J. Mieroszewski, J. Stempowski et K. Jelenski, ont été éditées à Varsovie. De nombreux articles et interviews de J. Giedroyc dans la presse polonaise ainsi que les distinctions honorifiques des universités et des autorités polonaises apportent la reconnaissance publique à une entreprise très longtemps isolée, sous-estimée et souvent attaquée.

A la différence des émigrés polonais d'après-guerre, J. Giedroyc prévoit une longue lutte en exil jusqu'à la transformation de l'Union Soviétique et le retour de la démocratie en Europe de l'Est. Une revue indépendante, fédérant des sensibilités démocratiques diverses, lui semble l'instrument politique approprié. Dès le départ, *Kultura* s'adresse au public cultivé de l'émigration en France et dans nombre d'autres pays, jusqu'en Amérique Latine et en Australie. Mais aussi et surtout, en tant que libre forum de tous les Polonais, elle veut exercer une influence sur les intellectuels en Pologne et contribuer aux changements.

C'est une revue littéraire et politique à laquelle collaborent au fil des ans des intellectuels polonais prestigieux comme Jozef Czapski, Czeslaw Milosz, Witold Gombrowicz, Kazimierz Brandys, Gustaw Herling, Leszek Kolakowski et Krzysztof Pomian. A l'écart de la situation politique et sociale de la France, mais aussi des problèmes de la communauté polonaise et de l'émi-

LES PUBLICATIONS DE L'INSTYTUT LITERACKI

Outre la Lettre ouverte de Kuron et Modzelewski, l'Instytut Literacki, maison d'édition associée à Kultura, a publié depuis 1946, en polonais, mais aussi en russe, en ukrainien et en tchèque un grand nombre de documents politiques, notamment sur la révolte des ouvriers polonais en 1970 ou Solidarnosc. Aux éditions originales des textes d'après-guerre de W. Gombrowicz, dont le célèbre *Journal*, s'ajoutent les œuvres de C. Milosz et de nombre d'écrivains polonais, les traductions en polonais : G. Orwell, A. Koestler, R. Aron, B. Pasternak ou A. Soljenitsyne. Plus de 1000 titres en sont repris en Pologne par les éditions clandestines durant l'état de guerre, dont Nowa ou CDN. A partir de 1972, un périodique historique, *Zeszyty Historyczne*, a publié plus de 120 numéros de "matériaux destinés à ceux qu'intéressent les affaires polonaises". Depuis 1995, existe à Varsovie, une "Société de protection des archives de *Kultura*", qui publie aussi l'édition en Pologne des deux revues.

gration, elle noue toutefois des relations amicales avec les émigrés russes et ukrainiens et impose des vues originales, en particulier sur la reconnaissance des frontières polonais d'après guerre, avec Lwow à l'Ukraine et Wilno à la Lithuanie. Elle préconise des relations positives avec une Russie, une Ukraine et une Biélorussie indépendantes, bien avant que la réalité ne confirme ce qui passait pour utopique. *Kultura* partage pendant une courte durée les espoirs mis par les Polonais en Gomulka après 1956. Sa sympathie pour les "révisionnistes" du système communiste se nourrit de la défiance à l'égard des courants de la droite polonaise et de l'Eglise. Elle popularise la célèbre *Lettre ouverte au Parti* de J. Kuron et K. Modzelewski en 1965 et condamne les différentes manifestations d'antisémitisme, comme lors des événements de 1968. Elle fait connaître les différentes composantes de l'opposition naissante des années 70, en particulier le K.O.R. à partir de 1976, et les soutient financièrement. Aidant le mouvement de Solidarnosc jusqu'en 1989, avec des souscriptions et des subventions à ses nombreuses composantes, notamment aux éditions et publications clandestines, elle ne ménage pas, à l'adresse de leurs dirigeants, critiques et propositions de discussion sur l'après-communisme. Comme ils estiment parer au plus pressé, les opposants lui reproche souvent de tirer des plans sur la comète. Après 1989, les aléas des transformations démocratiques et de la construction du capitalisme en Pologne, que Kultura évoque avec une grande liberté de critique, ainsi que les mécomptes politiques des différents groupements post-Solidarité, n'ont pas démenti l'indépendance de vue et l'originalité de *Kultura*.

Jean-Claude Famulicki

Formation doctorale

Chaque année, la BDIC organise des séminaires destinés aux étudiants qui entament une maîtrise, un DEA ou une thèse. Il s'agit de les initier à la méthodologie en recherche documentaire et de leur permettre d'exploiter au mieux les possibilités que leur offrent les collections de la bibliothèque - voire de suggérer des sujets de recherches.

Présentation des nouvelles technologies bien entendu, mais surtout présentation des fonds et des différents types de documents conservés à la BDIC et dans son musée sont donc au programme. Réunissant des sources de nature diverse (fonds d'archives privés, presse, monographies, littérature scientifique et même « littérature grise », témoignages, mémoires, bulletins intérieurs de partis politiques etc. - sans oublier les fonds iconographiques ou encore les documents sonores et audiovisuels), la BDIC est confrontée dans sa pratique à la question de la définition des sources en histoire de même qu'à celle, tout aussi complexe, du choix des documents qu'elle met à la disposition de son public. D'où la réflexion sur l'écriture de l'histoire contemporaine et l'historiographie qu'elle s'efforce de mener avec les chercheurs et à laquelle, à travers ses séminaires, elle associe d'ores et déjà les futurs historiens.

Ces séminaires s'adressent naturellement en priorité aux historiens de la période contemporaine, mais ils peuvent également intéresser les politistes, les sociologues, ou encore les « civilisationnistes », la BDIC ayant, on le sait, dès ses origines pratiqué le décloisonnement.

Les enseignants qui désirent faire bénéficier leurs étudiants, dès la prochaine rentrée universitaire, d'une séance en 2000/01 sont invités à prendre contact avec Françoise Afoumado au 01 40 97 79 11.

Sonia Combe

Spoliations

En 1996, se saisissant de la demande du Musée d'art et d'histoire du judaïsme, (ouvert en 1988, il est situé 71 rue du Temple, 75003 Paris) alors en train de constituer ses fonds, la BDIC a procédé au microfilmage de sauvegarde de l'original du répertoire des biens spoliés en France durant la guerre qu'elle possédait dans ses collections depuis 1949. Ces treize volumes, obtenus par la BDIC dès leur établissement par le Commandement en chef français en Allemagne à Berlin, en 1949, correspondent essentiellement au répertoire de biens de Juifs français réquisitionnés par les Allemands sous l'Occupation.

On les trouve dans nos fichiers sous la dénomination :

Répertoire des biens spoliés en France durant la guerre 1939-1945/Commandement en chef français en Allemagne; Groupe français du conseil de contrôle; Direction générale de l'économie et des finances; Division des réparations et restitutions; Bureau central des restitutions. - Berlin, Imprimerie nationale, 1947-1949. - 13 vol. format oblong, 29x20 cm

Texte en français, russe, anglais, allemand (cote Mfm 797)

Ces catalogues avaient été préparés et édités, à l'initiative de la Division "Réparations-restitutions" du Groupe français du Conseil de contrôle, par les soins du "Bureau central des restitutions", organisme créé à Berlin au sein de cette Division au mois de juin 1946.

S.C.

Les collections de périodiques polonais à la BDIC sont malheureusements lacunaires et, pour la presse d'avant-guerre, les chercheurs ont souvent déploré l'absence de séries complètes et de microfilms, même à la BnF ou à la Bibliothèque Polonaise. La BDIC est ouverte, comme pour l'ensemble des périodiques relevant de son cadre, à toutes les propositions de dons ou de compléments de collection.

MUSÉE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE-BDIC

Un siècle de manipulations par l'image

180 pièces originales ont été rassemblées avec l'objectif principal « d'apprendre à voir» les images, pour éviter le piège d'une consommation indifférenciée.

Les exemples montrés concernent le monde entier sur 100 ans.

***Manipuler les Images* et *Manipuler le public* sont les deux axes de cette exposition inspirée de l'ouvrage de Laurent Gervereau et organisée autour d'une scénographie de Raymond Sarti.**

Le premier axe vise à dresser un panorama des manipulations dans la fabrication de l'image. Le deuxième montre les effets des manipulations sur le public, avec une volonté de graduer les dangers des manipulations.

Tous les vecteurs de communication sont là : journal télévisé, internet, timbre-poste, carte postale, affiche, photographie, peinture...

Ils servent à illustrer la construction des reportages médiatiques autour d'images précomposées, l'influence des légendes dans la perception des œuvres exposées dans les musées, la fantastique accumulation d'icônes détournées de leur finalité originelle, la forte intégration d'images codées dans la vie quotidienne, etc.

Sur un autre plan, l'utilisation du corps féminin et masculin est détaillée à travers le siècle.

Les manipulations les plus efficaces s'opèrent toujours là où personne ne les attend.

C'est une des conclusions les plus évidentes de cette exposition qui arrive au bon moment.

Du mardi au vendredi
de 10 h à 13 h
et de 14 h à 17 h 30
Le samedi
de 12 h 30 à 17 h 30
Le dimanche
de 14 h à 17 h 30.
Nocturne le jeudi
jusqu'à 19 h.
Fermé les jours fériés

▶ suite de la page 16

l'ancienne histoire diplomatique, il faut avoir accès à ce que vous vous efforcez de collecter.

Dans *Les origines républicaines de Vichy*, vous illustrez à partir de Vichy votre conception de l'histoire contemporaine. Quel cheminement vous y a incité ?

Ce livre vient dans la logique de mes travaux antérieurs, du point de vue de la problématique comme de l'objet. Au point de vue de la problématique, j'ai toujours fait de l'histoire du "passé-présent", depuis ma thèse sur les mineurs et sidérurgistes de Longwy (1984). Lors des grandes grèves de 1979, j'avais été frappé par le fait que dans les manifestations, les travailleurs de la région issus en majorité de l'immigration plaçaient souvent en tête des cortèges, des enfants revêtus du costume folklorique de la région, costume qui avait été auparavant l'un des symboles de la Lorraine nationaliste. Je suis parti de ce problème du présent et par une analyse régressive, j'ai essayé d'expliquer la problèmatique de l'intégration, y compris dans ses aspects symboliques paradoxaux. C'est ce que je fais sur Vichy : je prends le "présent" de Vichy en 1940-1942 et j'essaie d'éclairer des problèmes par une genèse qui montre la longue durée, pas celle, structurale de Braudel, mais celle de Marc Bloch. C'est une longue durée herméneutique, la problématique des traces : ce qui subsiste, à l'état figé, du passé dans notre présent. On essaie d'en restituer l'histoire pour montrer en quoi elle pèse encore sur le présent.

Sur le thème lui-même : je travaille sur l'Etat, sur une socio-histoire de l'Etat, avec ma double formation de sociologue et d'historien. La socio-histoire est un domaine de la recherche historique lié à la sociologie, de même qu'on peut parler d'histoire économique, d'histoire démographique... Les problématiques et les apports de la sociologie sont méconnus des historiens français, résultat d'un siècle de rivalités entre historiens et sociologues depuis Durkheim jusqu'à Bourdieu, en passant par Norbert Elias et Max Weber ! J'ai pu constater que l'historiographie de Vichy véhiculait les analyses les plus traditionnelles sur l'Etat, ignorant souvent tout des réflexions sociologiques sur le sujet. Un Etat n'apparaît pas brutalement avec un chef d'Etat qui prend le pouvoir et une série de décisions. Il est obligé de compter avec une réalité qui a un passé, une réalité fixée dans des institutions, des appareils, des structures mentales, un langage ... Pour un historien il est intéressant d'appréhender ce problème : comment un régime comme la Révolution Nationale, qui prétend rompre avec la démocratie, est pris en même temps dans une série de contradictions, et d'analyser ainsi ce passé d'avant Vichy dans ce qu'était le présent de Vichy. Dès lors on ne peut plus s'enfermer dans une période de cinq ou dix ans. En amont et en aval, on a en fait une série de problèmes. Sur la question de la nationalité, après Vichy, les lois antisémites disparaissent, mais les pratiques d'exclusion visant les Français d'origine étrangère continuent ! La loi sur la nationalité de 1945 est plus ségrégative que celle de 1927. Certains historiens du temps présent ne veulent pas voir ces problèmes parce qu'ils s'identifient à une cause, la cause républicaine. Mais faire de l'histoire, ce n'est pas défendre une cause, se prononcer sur la validité d'un régime. La liberté de penser permet d'analyser les mécanismes et les contradictions, ce qui nécessite un minimum de distance des historiens vis à vis du pouvoir ! Je fais dans mon livre un plaidoyer politique au sens fort : plaider pour la diversité, que les différences s'affichent, qu'un débat d'historiens avec des positions et des problématiques différentes puisse avoir lieu, dans le respect de la dignité de chacun, que les institutions en leur sein stimulent la diversité. ■

BRÈVE

ARCHIVES DE LA COMMISSION VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION EN AFRIQUE DU SUD

Truth and Reconciliation Commission of South Africa report. London : MacMillan, 1999. 5 vol. + 1 Cd-Rom.

Née d'une des premières décisions de Nelson Mandela élu président en 1994, la commission Vérité et Réconciliation en Afrique du Sud a, dès sa création, été conçue pour aller au delà du seul règlement judiciaire des crimes des années d'apartheid. Chargée, sous la direction de Monseigneur Tutu, de « libérer les paroles », elle est rapidement devenue, au fil de ses nombreuses auditions largement médiatisées, l'outil d'un travail collectif de mémoire, le symbole d'une réconciliation nationale par delà les traumatismes du passé.

Sur décision expresse de Nelson Mandela (et alors même que les principaux partis politique sud-africains, y compris l'ANC, y étaient opposés), le rapport final de la Commission a été mis à disposition publique en 1998. La BDIC a ainsi acquis les 5 volumes publiés à cette occasion (plus de 3500 pages au total.), chacun d'entre eux reprenant, selon un classement thématique, l'ensemble des questions abordées par la Commission à partir de son long travail de recueil de plus de 20000 témoignages de différents acteurs, victimes ou bourreaux, des années d'apartheid.

Après un premier tome consacré aux circonstances de la création de la Commission, ainsi qu'à une exposition détaillée de ses structures et de ses modes de fonctionnement, tant juridiques que pratiques, quatre volumes présentent ainsi successivement l'histoire politique générale des années d'apartheid entre 1960 et 1994 (volume explicitement intitulé *Répression and résistance)*, le bilan, région par région, de plus de trente années de persécutions raciales (volume Régional profiles), le rôle spécifique des institutions locales (armée, prison, Eglises, etc.) dans le régime d'apartheid (volume *Institutionai and spécial hearings*) ainsi, enfin, que les conclusions pratiques, politiques et juridiques de la Commission (propositions et garanties d'amnistie, évaluations des réparations, etc.), à usage tant interne qu'international (volume *Findings and recommendations*).

Si l'ensemble des témoignages entendus ne sont évidemment pas reproduits *in extenso* dans cette publication[1], chaque chapitre du rapport repose cependant sur de nombreuses citations, qui toutes viennent illustrer des propos souhaités jamais trop abstraits (car la Commission se fixait aussi des objectifs pédagogiques). Utilement complétés par un CD-Rom permettant de rapides recherches par mots clés — noms communs ou noms propres —, ces 5 volumes constituent ainsi un important document d'histoire, tant sur les années d'apartheid que sur la récente transition démocratique sud-africaine.

Franck Veyron

1. En dépit pourtant de l'intérêt singulier de presque chacun d'entre eux, comme le montre par exemple le documentaire d'André Van In La ***commission de*** la vérité (1999).

POUR UN DÉBAT D'HISTORIENS

Entretien avec Gérard Noiriel

Se définissant en référence à Marc Bloch et aux *Annales* comme historien du "passé-présent", Gérard Noiriel, directeur d'études à l'EHESS, a publié des recherches sur le monde ouvrier (*Les ouvriers dans la société française*, Seuil, 1986), l'immigration (*Le Creuset français. Histoire de l'immigration, XIX-XXe siècles*, 1988) ou sur l'histoire contemporaine (*Sur la crise de l'histoire*, Belin, 1996 *et Qu'est-ce que l'histoire contemporaine ?* Hachette, 1999). Dans l'ouvrage récent : *Les origines républicaines de Vichy* (Hachette), il revient sur sa conception de l'histoire contemporaine et sa fonction critique dans la société d'aujourd'hui. L'entretien qu'il nous a accordé est l'occasion de confronter les interrogations des historiens et des chercheurs avec le rôle et les finalités d'une institution comme la BDIC. D'autres contributions suivront pour marquer ce souci de liaison entre la bibliothèque, son public et la recherche. J.C.F.

Comment vous situeriez-vous dans les interrogations actuelles sur l'histoire la plus récente, l'histoire contemporaine ou du temps présent, et quelles répercussions peuvent-elles avoir pour les bibliothèques comme la nôtre ?

A la limite, comme le disait Benedetto Croce, "toute histoire est contemporaine", si on prend "contemporain" dans son sens étymologique, l'histoire du présent, une histoire qui a un rapport avec les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. En fait, les historiens ont défini leur domaine en termes de périodes et l'histoire contemporaine correspond à la période 1789-1939. Aujourdhui on ajoute une période qui est celle du temps présent. C'est légitime et les cadres sont des conventions commodes pour la recherche. Le problème c'est qu'il y ait un vrai débat : pour qu'il y ait convention, il faut l'établir après discussion, ne pas parler au nom de toute la discipline. Le pluralisme est fondamental et il doit y avoir place pour différentes manières d'envisager l'histoire contemporaine.

Celle dans laquelle je me reconnais le mieux, c'est une vision dynamique, en articulation avec les problèmes qui sont les nôtres aujourdhui. Un historien a représenté cette voie, c'est Marc Bloch. Il s'est battu pour ne pas être considéré comme un médiéviste. Ce qu'il écrivait concernant le Moyen-Age, il estimait que cela avait des répercussions jusqu'à nos jours, que les types de propriété impliquaient un certain type de rapport social important dont l'influence s'exerce encore dans la configuration sociale de l'Europe actuelle. C'est cette dimension-là qui m'importe : on ne découpe pas des périodes tranchées dans le temps; en fonction des problèmes, des réalités du monde présent, on peut faire la genèse ou la généalogie d'un certain nombre de questions qui nous font parfois remonter loin dans le temps.

C'est là une conception de l'histoire du temps présent qui a été marginalisée. Elle a été reprise par des philosophes (Foucault, la généalogie c'est tout à fait dans cette démarche), ou bien des sociologues, la démarche sociologique en termes de genèse. C'est le propos de la revue *Genèse* à laquelle je collabore : montrer comment l'histoire permet de comprendre le présent, si on retrace la genèse d'institutions, d'un type de langage, d'objets historiques, de problèmes. C'est dans cette perspective-là que je conçois l'histoire du "passé-présent" par comparaison avec une histoire du temps présent qui, elle, se définit de plus en plus comme période, en privilégiant surtout l'événement ou la dimension politique.

Il n'y a pas là de simples querelles de légitimité; il ne peut pas y avoir une perspective unique ou exclusive. Si on est pour le pluralisme, il faut le mettre en œuvre.

Et quant aux incidences des perspectives que vous évoquez pour une institution comme la BDIC, sur les types de documents à recueillir, publiés ou non, par exemple ?

C'est le problème que l'on rencontre quand on travaille sur les relations de pouvoir : ceux qui ont été victimes du pouvoir, ce sont ceux qui ont laissé le moins de traces ! Nous le comprenons pour le passé et dans la mesure où on a la maîtrise de l'enregistrement des traces, un effort original serait de conserver les traces de ceux qui risquent d'en laisser peu. Il y a déjà des choses faites, dans le domaine de l'histoire orale par exemple, mais ce n'est pas facile du fait de l'invisibilité de certaines formes de domination. Cela pose le problème de ceux qui sont tellement en marge qu'ils n'ont pas voix au chapître, qui ne peuvent pas s'exprimer ou dont le point de vue n'est jamais connu que par la parole des autres. Les modalités de l'enregistrement des traces posent aussi un problème. Il y a là un effort à faire de mise en polémique des choses, pour ne pas couper l'herbe sous le pied au chercheur futur, ne pas faire l'histoire d'avance.

Jusqu'où étendre à votre avis cette collecte des documents et des témoignages ?

Je vois à la dernière page du numéro précédent de votre journal le compte-rendu de l'exposition sur l'immigration et j'ai fait d'ailleurs parti de son comité de parrainage. Il y a une quinzaine d'années, nous avions constitué une association consensuelle avec les chercheurs ayant travaillé sur ces questions pour imaginer un musée de l'immigration. Il y a eu au départ un accueil et un rapport favorables, un début de financement et brutalement, tout est tombé à l'eau. La France reste un des pays où n'existe pas un lieu institutionnel pour marquer symboliquement le rappel public de ce que l'immigration a pu apporter à la société française.

Aussi un présent et un avenir

A cette époque, j'avais réfléchi à ce que vous me demandez : il y avait une vision dynamique des choses à envisager. Ce n'était pas un passé figé, c'était aussi un présent et un avenir ! On peut imaginer une réflexion commune entre spécialistes des bibliothèques, des archives, des musées et des historiens — créer une structure collective où l'objet historique en question serait par lui-même considéré comme légitime. Je crois beaucoup à ce type de démarches : décloisonner les milieux. Beaucoup de problèmes naissent du fait que les gens ne travaillent pas ensemble. En histoire déjà, l'individualisme est extrêmement développé, a fortiori à d'autres niveaux. Il faudrait fédérer des énergies, trouver des structures qui permettent de travailler ensemble, d'échanger collectivement. Le problème que vous rencontrez aussi, je suppose, c'est de vous situer par rapport à d'autres bibliothèques, votre spécificité avec les préoccupations de la recherche, au delà de la transmission des connaissances au public.

J'ai fréquenté votre bibliothèque et je place votre fichier thématique au tout premier plan. J'ai trouvé énormément de documents sur les questions des nationalités, les pétitions à la SDN des petits groupements pour telle ou telle nation. Depuis des années, je me dis qu'il faut que j'y retourne ! Pour repenser les relations internationales,

suite page 15 ▶